



63362/2

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

FEDERALE OVERHEIDSDIENST

BINNENLANDSE ZAKEN

Arrêté ministériel déterminant le modèle de l'autorisation du bourgmestre visée à l'article 24 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière

Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de toestemming van de burgemeester zoals bedoeld in artikel 24 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment l'article 24, premier alinéa, 3° ;

Gelet op de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, inzonderheid op artikel 24, eerste lid, 3°;

Vu l'avis xxxx du Conseil d'Etat, donné le xxxx, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Gelet op het advies xxx van de Raad van State, gegeven op xxx, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition de notre ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Op de voordracht van Onze Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Art. 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, on entend par la loi : la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder de wet: de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Art. 2. En vue de l'obtention d'une autorisation pour l'exercice d'activités telles que prévues à l'article 24 de la loi, l'association introduit une demande à cet effet auprès du bourgmestre de la commune où ces activités ont lieu ou, au cas où celles-ci se déroulent sur le territoire de plusieurs communes, auprès du bourgmestre de la commune où ces activités sont entamées.

Art. 2. Met het oog op het bekomen van een toestemming voor het uitoefenen van activiteiten zoals voorzien in artikel 24 van de wet, dient de vereniging hiertoe een aanvraag in bij de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten plaatsvinden of, ingeval deze plaatsvinden op het grondgebied van meerdere gemeenten, bij de burgemeester van de gemeente waar deze activiteiten starten.

Cette demande est introduite :

Deze aanvraag geschiedt :

a) au moyen du modèle de formulaire joint à l'annexe 1 du présent arrêté ;

a) via het als bijlage 1 bij dit besluit gevoegde modelformulier;

b) au moins 14 jours avant le début de l'événement ou du lieu de danse occasionnel qu'elle organise.

b) minstens 14 dagen vóór het begin van het evenement of de occasionele dansgelegenheid die zij organiseert.

L'association envoie, dans le délai prévu à l'alinéa 2, b), également une copie de cette demande à l'adresse e-mail spvcontrole@ibz.fgov.be.

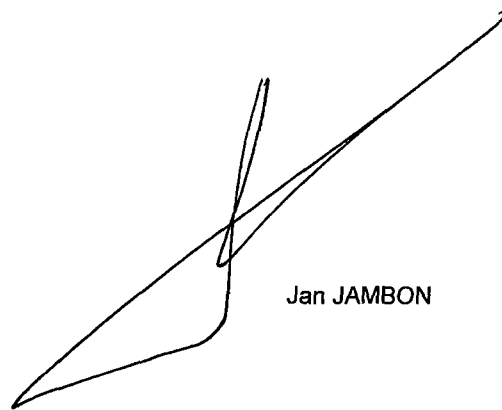
De vereniging verstuurt, binnen de termijn bepaald in het tweede lid, b), eveneens een kopie van deze aanvraag naar het e-mailadres spvcontrole@ibz.fgov.be.

Art. 3. Si le bourgmestre décide de donner son autorisation, il le fait au moyen du modèle de formulaire joint à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Indien de burgemeester besluit tot het verlenen van een toestemming gebeurt dit via het als bijlage 2 bij dit besluit gevoegde modelformulier.

Gegeven te,

Donné à,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Jan JAMBON

Annexe 1 :

DEMANDE D'AUTORISATION DU BOURGMESTRE POUR L'EXERCICE D'ACTIVITES DE GARDIENNAGE PAR LES MEMBRES EFFECTIFS DE L'ASSOCIATION OU LES PERSONNES QUI PRESENTENT UN LIEN EFFECTIF ET MANIFESTE AVEC L'ASSOCIATION¹

(A COMPLETER EN CARACTERES D'IMPRIMERIE)

Données relatives à l'événement / au lieu de danse occasionnel

1. Nom de l'événement/du lieu de danse occasionnel :

2. Description :

☐ Evénement

☐ Lieu de danse occasionnel

Description précise de la nature de l'événement :
.....
.....
.....

3. Lieu :

Adresse (+ nom éventuel du lieu) :
.....
.....
.....

Date :

Heure de début prévue : Heure de fin prévue :

Données concernant l'association organisatrice

4. Association organisatrice :

Nom :

Numéro d'entreprise BCE :

Adresse (uniquement en l'absence de numéro d'entreprise BCE) :

5. Responsable de l'association organisatrice :

Nom, Prénom :

N° de registre national² :

Numéro de téléphone :

e-mail :

6. Outre les membres effectifs et les personnes qui présentent un lien effectif et manifeste avec cette association, l'association envisage-t-elle de faire également appel aux services d'une entreprise de gardiennage pour l'événement/ le lieu de danse occasionnel concerné ?

☐ OUI

☐ NON

L Dans l'affirmative :

Quel est le nom de cette entreprise de gardiennage ?

Quel est le nom de la personne de contact de cette entreprise de gardiennage ?.....
.....

Quel est le nombre total d'agents de gardiennage prévus ?

¹ Demande dans le cadre de l'article 24 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière - A introduire au plus tard 14 jours avant le début de l'événement ou du lieu de danse occasionnel.

² Si la personne ne dispose pas d'un numéro de registre national, il convient de compléter le numéro bis si la personne dispose d'un tel numéro (numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3ème alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale).

Données relatives aux personnes qui seront affectées par l'association à l'exercice d'activités de gardiennage (membres effectifs et/ou personnes qui présentent un lien effectif et manifeste avec l'association)

7. Personnes qui exercent des activités de gardiennage pour l'association :

- a. Nom, Prénom:
 N° de registre national¹
 Lien avec l'association :
 Profession :
- b. Nom, Prénom :
 N° de registre national
 Lien avec l'association :
 Profession :
- c. Nom, Prénom :
 N° de registre national :
 Lien avec l'association :
 Profession :
- d. Nom, Prénom :
 N° de registre national :
 Lien avec l'association :
 Profession :
- e. Nom, Prénom :
 N° de registre national :
 Lien avec l'association :
 Profession :

8. Dirigeants (personnes qui exercent une autorité sur les personnes qui exercent des activités de gardiennage dans le cadre de l'article 24 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière):

Lors de l'événement/lieu de danse occasionnel, les personnes reprises ci-dessus sont sous la direction de :

- a) Nom, Prénom :
 N° de registre national¹
 N° de GSM :
 Lien avec l'association :
 Profession :
- b) Nom, Prénom :
 N° de registre national :
 N° de GSM :
 Lien avec l'association :
 Profession :

¹ Si la personne ne dispose pas d'un numéro de registre national, il convient de compléter le numéro bis si la personne dispose d'un tel numéro (numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3^{ème} alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale).

Profession :

Conditions légales du régime associatif : article 24 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière

Les activités de gardiennage peuvent uniquement être exercées sous le régime associatif si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

- l'association organisatrice ne poursuit pas de but lucratif et vise un objectif autre que l'organisation ou la facilitation d'événements ;
- les activités de gardiennage sont exercées dans le cadre d'un événement ou d'un lieu de danse occasionnel ;
- les personnes affectées aux activités de gardiennage sont des membres de l'association organisatrice (ou présentent un lien effectif et manifeste avec l'association) ;
- il s'agit exclusivement de l'exercice d'activités de gardiennage statique de biens mobiliers ou immobiliers et de la surveillance et du contrôle du public en vue d'assurer le déroulement sûr et fluide de l'événement ou du lieu de danse occasionnel ;
- les personnes qui exercent des activités de gardiennage ne peuvent les exercer que sporadiquement (par conséquent, les agents de gardiennage professionnels ne peuvent pas être déployés par le biais du régime d'association lui-même) ;
- elles ne peuvent le faire que gratuitement, sans percevoir d'avantage en nature ni de pourboire ;
- une autorisation du bourgmestre a été obtenue après avis du chef de corps de la police locale ;
- les personnes affectées aux activités de gardiennage doivent répondre aux conditions relatives aux personnes visées à l'article 61 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière, à l'exception des points 4°, 7° et, pour autant qu'elles aient leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans, du 2°.

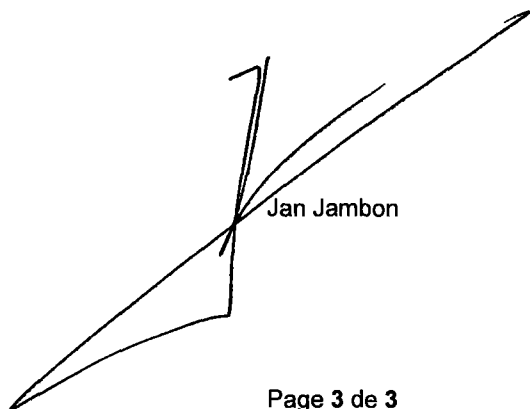
Les activités de gardiennage exercées dans le cadre du régime associatif ne peuvent être exercées que pour le compte propre de l'association. Par conséquent, il n'est pas possible d'offrir des services de gardiennage à des tiers ou d'exécuter des activités de gardiennage pour des tiers via ce système.

(Nom, prénom, date et signature du demandeur)

Note :

- L'original du présent formulaire de demande doit être adressé au bourgmestre ;
- Une copie doit être simultanément transmise au SPF Intérieur via l'adresse e-mail spvcontrole@ibz.fgov.be.

Vu pour être joint à l'arrêté du déterminant le modèle de l'autorisation du bourgmestre visée à l'article 24 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière.


Jan Jambon

Bijlage 1:

AANVRAAG TOESTEMMING VAN DE BURGEMEESTER VOOR HET UITVOEREN VAN BEWAKINGSACTIVITEITEN DOOR EFFECTIEVE LEDEN VAN DE VERENIGING OF PERSONEN DIE EEN EFFECTIEVE EN AANWIJSBARE BAND HEBBEN MET DE VERENIGING¹

(IN TE VULLEN IN DRUKLETTERS)

Gegevens over het evenement / de occasionele dansgelegenheid

1. Naam van het evenement/de occasionele dansgelegenheid:

2. Beschrijving:

☐ Evenement

☐ Occasionele dansgelegenheid

Precieze beschrijving van de aard van het evenement:

.....
.....
.....

3. Plaats:

Adres (+ eventuele naam plaats):

.....
.....
.....

Datum:.....

Voorziene aanvangsuur:..... Voorziene einduur:

Gegevens over de organiserende vereniging

4. Organiserende vereniging:

Naam:

KBO-ondernemingsnummer:

Adres (enkel indien geen KBO-ondernemingsnummer):

.....

5. Verantwoordelijke van de organiserende vereniging:

Naam, Voornaam:

Rijksregisternummer²:

Telefoonnummer:

e-mail:

6. Beoogt de organiserende vereniging, naast effectieve leden of personen die een effectieve en aanwijsbare band hebben met deze vereniging, ook beroep te doen op de diensten van een bewakingsonderneming voor het betreffende evenement/occasionele dansgelegenheid ?

☐ JA

☐ NEE

↳ Zo ja:

Wat is de naam van deze bewakingsonderneming?.....

Wat is de naam van de contactpersoon van deze bewakingsonderneming?.....

Wat is het totaal aantal door hen voorziene bewakingsagenten?

¹ Aanvraag in het kader van artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid – Uiterlijk in te dienen 14 dagen vóór de aanvang van het evenement of de occasionele dansgelegenheid.

² Indien de persoon niet beschikt over een rijksregisternummer, dient het bisnummer (nummer zoals bedoeld in artikel 4, §2, 3e lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid) ingevuld te worden indien de persoon over zo'n nummer beschikt.

Gegevens over de personen die door de vereniging zullen ingezet worden voor het uitoefenen van bewakingsactiviteiten (effectieve leden en/of personen die een effectieve en aanwijsbare band hebben met de vereniging)

7. Personen die voor de vereniging bewakingsactiviteiten uitvoeren:

- a. Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer¹:
Band met de vereniging:
Beroep:
- b. Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer:
Band met de vereniging:
Beroep:
- c. Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer:
Band met de vereniging:
Beroep:
- d. Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer:
Band met de vereniging:
Beroep:
- e. Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer:
Band met de vereniging:
Beroep:

8. Leidinggevend (personen die gezag uitoefenen over de personen die de bewakingsactiviteiten uitoefenen in het kader van artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid):

De leiding over de hierboven opgegeven personen tijdens het evenement/de occasionele dansgelegenheid berust bij :

- a) Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer¹:
GSM-nummer :
Band met de vereniging:
Beroep:
- b) Naam, Voornaam:
Rijksregisternummer:
GSM-nummer :
Band met de vereniging:

¹ Indien de persoon niet beschikt over een rijksregisternummer, dient het bisnummer (nummer zoals bedoeld in artikel 4, §2, 3e lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid) ingevuld te worden indien de persoon over zo'n nummer beschikt.

Beroep:

Wettelijke voorwaarden verenigingsregime : artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

De bewakingsactiviteiten kunnen slechts onder het verenigingsregime worden uitgeoefend indien cumulatief voldaan is aan volgende voorwaarden:

- de organiserende vereniging beoogt geen winstoogmerk en streeft een ander doel na dan de organisatie of het faciliteren van evenementen;
- de bewakingsactiviteiten worden uitgeoefend in het kader van een evenement of een occasionele dansgelegenheid;
- de personen die voor bewakingsactiviteiten worden ingezet zijn leden van de organiserende vereniging (of hebben een effectieve en aanwijsbare band);
- het gaat uitsluitend om de uitoefening van activiteiten van statische bewaking van roerende of onroerende goederen en toezicht op en controle van het publiek met het oog op het verzekeren van het veilig en vlot verloop van het evenement of de occasionele dansgelegenheid;
- de personen die bewakingsactiviteiten uitoefenen mogen dit slechts sporadisch doen (bijgevolg kunnen professionele bewakingsagenten niet ingezet worden via het verenigingsregime zelf);
- ze mogen dit enkel onbezoldigd doen, ze kunnen geen vergoeding in natura noch fooien ontvangen;
- een toestemming van de burgemeester werd, na advies van de korpschef van de lokale politie, bekomen
- de personen die voor de bewakingsactiviteiten worden ingezet moeten voldoen aan de persoonsvoorwaarden bedoeld in artikel 61 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, met uitzondering van 4°, 7° en, voor zover zij hun wettelijke hoofdverblijfplaats sinds ten minste drie jaar in België hebben, 2°.

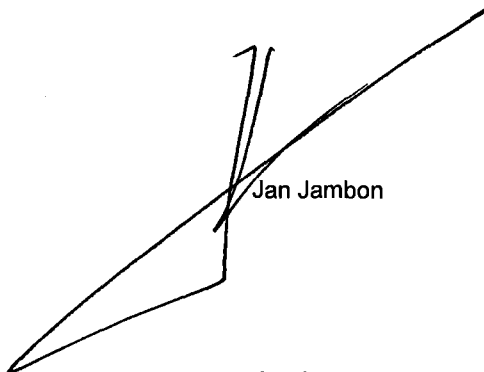
De bewakingsactiviteiten uitgeoefend in het kader van het verenigingsregime kunnen enkel ten eigen behoeve worden uitgeoefend. Bijgevolg kan men via dit stelsel geen bewakingsdiensten aan derden aanbieden noch bewakingsactiviteiten voor derden uitoefenen.

(Naam, voornaam, datum en handtekening aanvrager)

Noot:

- Het origineel van dit aanvraagformulier dient gericht te worden aan de burgemeester;
- Een kopie dient gelijktijdig overgemaakt te worden aan de FOD Binnenlandse Zaken via het e-mailadres spvcontrole@ibz.fgov.be.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van tot vaststelling van het model van de toestemming van de burgemeester zoals bedoeld in artikel 24 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid



Jan Jambon

Annexe 2 :

AUTORISATION DU BOURGMESTRE POUR L'EXERCICE D'ACTIVITES DE GARDIENNAGE PAR LES MEMBRES EFFECTIFS DE L'ASSOCIATION OU LES PERSONNES QUI PRESENTENT UN LIEN EFFECTIF ET MANIFESTE AVEC L'ASSOCIATION¹

L'autorisation est accordée

à :

Nom de l'association organisatrice :

Numéro d'entreprise BCE :

Adresse :

dont le responsable est :

Nom, Prénom :

N° de registre national²:

Numéro de téléphone :

e-mail :

pour confier, à l'occasion de l'événement / lieu de danse occasionnel suivant :

Nom :

Date :Heure de début :Heure de fin :

Lieu/Adresse :

des activités de gardiennage, dans le cadre de l'article 24 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, aux personnes suivantes :

En tant que dirigeant :

Nom	Prénom	N° de registre national ou n° bis

En tant que membres du personnel d'exécution :

Nom	Prénom	N° de registre national ou n° bis

Le bourgmestre,

(Nom, prénom, date et signature)

¹ Autorisation dans le cadre de l'article 24 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

² Si la personne ne dispose pas d'un numéro de registre national, il convient de compléter le numéro bis si la personne dispose d'un tel numéro (numéro tel que visé à l'article 4, §2, 3^{ème} alinéa, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale).

Conditions légales du régime associatif : article 24 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière

Les activités de gardiennage peuvent uniquement être exercées sous le régime associatif si les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

- l'association ne poursuit pas de but lucratif et vise un objectif autre que l'organisation ou la facilitation d'événements ;
- les activités de gardiennage sont exercées dans le cadre d'un événement ou d'un lieu de danse occasionnel ;
- les personnes affectées aux activités de gardiennage sont des membres de l'association organisatrice (ou présentent un lien effectif et manifeste avec l'association) ;
- il s'agit exclusivement de l'exercice d'activités de gardiennage statique de biens mobiliers ou immobiliers et de la surveillance et du contrôle du public en vue d'assurer le déroulement sûr et fluide de l'événement ou du lieu de danse occasionnel ;
- les personnes qui exercent des activités de gardiennage ne peuvent les exercer que sporadiquement (par conséquent, les agents de gardiennage professionnels ne peuvent pas être déployés par le biais du régime associatif lui-même) ;
- elles ne peuvent le faire que gratuitement, sans percevoir d'avantage en nature ni de pourboire ;
- une autorisation du bourgmestre a été obtenue après avis du chef de corps de la police locale ;
- les personnes affectées aux activités de gardiennage doivent répondre aux conditions relatives aux personnes visées à l'article 61 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière, à l'exception des points 4°, 7° et, pour autant qu'elles aient leur résidence principale légale en Belgique depuis au moins trois ans, du 2°.

Les activités de gardiennage exercées dans le cadre du régime associatif ne peuvent être exercées que pour le compte propre de l'association. Par conséquent, il n'est pas possible d'offrir des services de gardiennage à des tiers ou d'exécuter des activités de gardiennage pour des tiers via ce système.

Renseignements

1. Sont habilités à contrôler le respect des obligations légales de l'association et des personnes affectées par l'association à l'exercice d'activités de gardiennage :

- a) les services de police
- b) les fonctionnaires et les agents de la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur qui sont désignés à cette fin par le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur
- c) les inspecteurs sociaux des services et institutions mentionnés ci-dessous lors de l'exercice de leurs missions, en conformité avec les dispositions du Code pénal social :
 - la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale,
 - la Direction générale des services d'inspection de l'Office national de sécurité sociale,
 - l'Office national de l'Emploi.

Ils dressent procès-verbal si des infractions sont constatées. L'association, les membres de l'association qui exercent les activités de gardiennage et leur dirigeant doivent prêter à tout moment leur entier concours lors d'un contrôle éventuel.

2. L'organisateur et le dirigeant des personnes affectées à l'exercice d'activités de gardiennage s'assurent que l'exemplaire original et une copie de cette autorisation soient, sur le lieu de l'événement ou dans le lieu de danse occasionnel, à la disposition des services et personnes visées au 1.

Vu pour être joint à l'arrêté du déterminant le modèle de l'autorisation du bourgmestre visée à l'article 24 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière

Jan Jambon
Page 2 de 2

Bijlage 2:

TOESTEMMING VAN DE BURGEMEESTER VOOR HET UITVOEREN VAN BEWAKINGSACTIVITEITEN DOOR EFFECTIEVE LEDEN VAN DE VERENIGING OF PERSONEN DIE EEN EFFECTIEVE EN AANWIJSBARE BAND HEBBEN MET DE VERENIGING¹

De toestemming wordt verleend

aan:

Naam Organiserende vereniging:

KBO-ondernemingsnummer:

Adres:

met als verantwoordelijke:

Naam, Voornaam:

Rijksregisternummer²:

Telefoonnummer:

e-mail:

om tijdens volgend evenement / occasionele dansgelegenheid:

Naam:

Datum: Aanvangsuur: Einduur:

Plaats/Adres:

in het kader van artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid bewakingsactiviteiten te laten uitvoeren door de hierna volgende personen :

Als leidinggevende:

Naam	Voornaam	Rijksregisternummer of bisnummer

Als uitvoerenden:

Naam	Voornaam	Rijksregisternummer of bisnummer

De burgemeester,

(Naam, voornaam, datum en handtekening)

¹ Toestemming in het kader van artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid.

² Indien de persoon niet beschikt over een rijksregisternummer, dient het bisnummer (nummer zoals bedoeld in artikel 4, §2, 3e lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid) ingevuld te worden indien de persoon over zo'n nummer beschikt.

Wettelijke voorwaarden verenigingsregime : artikel 24 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

De bewakingsactiviteiten kunnen slechts onder het verenigingsregime worden uitgeoefend indien cumulatief voldaan is aan volgende voorwaarden:

- de organiserende vereniging beoogt geen winstoogmerk en streeft een ander doel na dan de organisatie of het faciliteren van evenementen;
- de bewakingsactiviteiten worden uitgeoefend in het kader van een evenement of een occasionele dansgelegenheid;
- de personen die voor bewakingsactiviteiten worden ingezet zijn leden van de organiserende vereniging (of hebben een effectieve en aanwijsbare band);
- het gaat uitsluitend om de uitoefening van activiteiten van statische bewaking van roerende of onroerende goederen en toezicht op en controle van het publiek met het oog op het verzekeren van het veilig en vlot verloop van het evenement of de occasionele dansgelegenheid;
- de personen die bewakingsactiviteiten uitoefenen mogen dit slechts sporadisch doen (bijgevolg kunnen professionele bewakingsagenten niet ingezet worden via het verenigingsregime zelf);
- ze mogen dit enkel onbezoldigd doen, ze kunnen geen vergoeding in natura noch fooien ontvangen;
- een toestemming van de burgemeester werd, na advies van de korpschef van de lokale politie, bekomen
- de personen die voor de bewakingsactiviteiten worden ingezet moeten voldoen aan de persoonsvoorwaarden bedoeld in artikel 61 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, met uitzondering van 4°, 7° en, voor zover zij hun wettelijke hoofdverblijfplaats sinds ten minste drie jaar in België hebben, 2°.

De bewakingsactiviteiten uitgeoefend in het kader van het verenigingsregime kunnen enkel ten eigen behoeve worden uitgeoefend. Bijgevolg kan men via dit stelsel geen diensten aan derden aanbieden noch voor derden uitoefenen.

Inlichtingen

1. Zijn gemachtigd om toezicht te houden op de naleving van de wettelijke verplichtingen van de vereniging en de personen door de vereniging ingezet voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten:

- a) de politiediensten
- b) de ambtenaren en de agenten van de Algemene Directie Veiligheid en preventie bij de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken die met dat doel door de minister van Binnenlandse Zaken zijn aangewezen
- c) de sociaal inspecteurs van de hierna vermelde diensten en instellingen bij de uitoefening van hun opdrachten, overeenkomstig de bepalingen van het Sociaal Strafwetboek:
 - de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
 - de Algemene Directie Inspectie van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
 - de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Ze stellen proces-verbaal op indien inbreuken worden vastgesteld. De vereniging, de leden van de vereniging die de bewakingsactiviteiten uitvoeren en hun leidinggevende, moeten ten allen tijde hun volledige medewerking verlenen bij een eventuele controle.

2. De organisator en de leidinggevenden van de personen ingezet voor het uitvoeren van bewakingsactiviteiten zorgen ervoor dat het originele exemplaar en een kopie van deze toestemming, op de plaats van het evenement of de occasionele dansgelegenheid, ter beschikking liggen van de diensten en personen bedoeld onder 1.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van tot vaststelling van het model van de toestemming van de burgemeester, zoals bedoeld in artikel 24 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Jan Jambon

Pagina 2/2